



## François VILLEROY de GALHAU, nouveau Gouverneur de la Banque de France

La nomination de François Villeroy de Galhau au poste de Gouverneur de la Banque de France a été validée par la commission des Finances de l'Assemblée nationale (à 79 %) et celle du Sénat (à 78 %). Lors de ses auditions, François Villeroy de Galhau a notamment présenté sa vision des missions de la Banque de France, reposant sur trois piliers : « la stratégie monétaire, le service économique pour la collectivité nationale et la stabilité financière pour une meilleure prévention des crises ». Concernant la stratégie monétaire, il a indiqué « je crois que la politique monétaire active menée aujourd'hui avec Mario Draghi est la bonne pour tendre vers une inflation proche de 2 % ». « Cette politique monétaire est nécessaire aussi pour soutenir la croissance, même si elle ne peut y suffire », a-t-il ajouté. Concernant le service économique pour la collectivité nationale, il a souligné que la Banque de France « doit d'abord apporter, notamment aux élus, le meilleur diagnostic possible sur la conjoncture, la situation des entreprises, les financements en soutien du développement ». Concernant la stabilité financière, il a souligné que celle-ci « a son volet individuel pour garantir la sécurité de l'épargne », mais qu'elle « exige aussi un volet collectif : le renforcement de la réglementation financière et la surveillance des risques d'enchaînement dits macro-prudentiels ».

Lien vers le compte-rendu de l'audition de François VILLEROY de GALHAU à l'Assemblée Nationale : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/cr-cfiab/14-15/c1415107.pdf>

Lien vers le compte-rendu de l'audition de François VILLEROY de GALHAU au Sénat : <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20150928/fin.html#toc7>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 22 octobre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les achats d'actifs se poursuivent sans difficultés et ont toujours une incidence favorable sur le coût et la disponibilité du crédit pour les entreprises et les ménages. Par ailleurs, le Conseil a suivi attentivement les informations disponibles depuis sa réunion de début septembre : « Alors que la demande intérieure dans la zone euro demeure soutenue, les préoccupations concernant les perspectives de croissance sur les marchés émergents et les répercussions éventuelles, pour l'économie, des évolutions observées sur les marchés financiers et des matières premières continuent d'indiquer des risques à la baisse pour les perspectives de croissance et d'inflation. En particulier, la vigueur et la persistance des facteurs qui ralentissent actuellement le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme requièrent une analyse approfondie. Dans ce contexte, le degré de l'orientation accommodante de la politique monétaire devra faire l'objet d'un réexamen lors de notre réunion de politique monétaire qui aura lieu en décembre, lorsque les nouvelles projections macroéconomiques des services de l'Eurosystème seront disponibles. Le Conseil des gouverneurs est disposé à agir et est en mesure de le faire en utilisant, le cas échéant, tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat afin de maintenir une orientation accommodante appropriée. En particulier, il rappelle que le programme d'achats d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous continuerons à mettre pleinement en œuvre les achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. Ces achats devraient être effectués jusqu'en fin septembre 2016, ou au-delà si nécessaire, et en tout cas jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. »

#### OCDE

Rapport de l'OCDE : Réformer les règles fiscales internationales pour endiguer l'évasion fiscale des entreprises multinationales

« La mondialisation a ouvert aux entreprises multinationales des possibilités de réduire considérablement leur charge fiscale, en recourant à des dispositifs permettant soit de faire disparaître des bénéfices, soit de les transférer artificiellement vers des zones à fiscalité faible ou nulle. C'est ce phénomène que désigne l'expression « érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS) ». [...] Les pertes de recettes imputables au phénomène de BEPS sont estimées entre 100 et 240 milliards de dollars US par an, soit entre 4 % et 10 % des recettes de l'impôt sur le bénéfice des sociétés à l'échelle mondiale. » Ce rapport, qui préconise la réalisation de 15 actions pour endiguer le phénomène, sera examiné par les chefs d'état lors du sommet des ministres des finances du G20. <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/beps-rapports-finaux-2015.htm>

### Publications au Journal Officiel

LOI n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer (1) :

<http://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2015/10/14/OMEX1505701L/jo>

Décret n° 2015-1292 du 15 octobre 2015 relatif au taux du crédit d'impôt recherche en faveur des entreprises exposant des dépenses de recherche et d'innovation dans les départements d'outre-mer :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031327432&dateTexte=&categorieLien=id>

LOI n° 2015-1236 du 7 octobre 2015 autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité (1) :

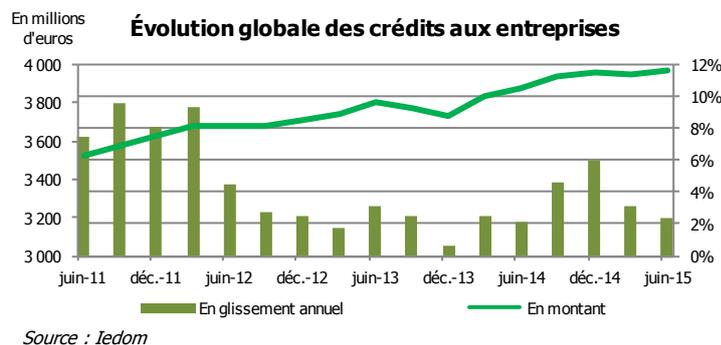
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031278879&dateTexte=&categorieLien=id>

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

### Des indicateurs financiers bien orientés au 2<sup>e</sup> trimestre 2015

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,6 milliards d'euros, continue de croître mais à un rythme plus modéré que l'année précédente (+2,0 % après +5,5 % à fin juin 2014), malgré la chute des crédits octroyés aux « autres agents » sur un an (-20,5 % contre +67,2 % à fin juin 2014). Les crédits aux entreprises s'inscrivent en hausse sur douze mois (+2,3 % après +2,1 % à fin juin 2014), tirés par la progression des crédits immobiliers (+5,4 %). En parallèle, l'encours sain des crédits aux ménages enregistre une augmentation identique à celle de juin 2014 (+3,8 %). Les crédits alloués aux collectivités locales affichent pour leur part une croissance plus soutenue (+7,8 % contre +3,5 % à fin juin 2014).

À 7,8 milliards €, la collecte nette d'actifs financiers est également en progression (+4,6 % contre +3,4 % à fin juin 2014), tirée par la croissance des dépôts à vue des entreprises (+27,7 %).



### Observatoire des tarifs bancaires : publication du rapport d'activité 2014-2015

Le présent rapport couvre la période d'avril 2014 à avril 2015. Après un focus consacré aux dispositions législatives sur les tarifs bancaires outre-mer, au rapport « Constans » de juillet 2014 et aux accords de concertation signés en Guadeloupe et en Martinique au premier semestre 2015 dans l'esprit du rapport Constans, ce rapport d'activité analyse l'évolution des tarifs bancaires dans la zone d'intervention de l'IEDOM entre avril 2014 et avril 2015. Dans toutes les géographies de la zone IEDOM, les tarifs bancaires ont été majoritairement orientés à la baisse. Pour une majorité des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs demeurent moins élevés dans les DOM qu'en métropole. La publication de ce rapport d'activité de l'observatoire de l'IEDOM (et de celui de l'IEOM) a été accompagnée, comme les années précédentes, de la publication du rapport de l'observatoire des tarifs bancaires du CCSF (Comité consultatif du secteur financier) pour la métropole. Pour plus d'informations, consulter le site de l'IEDOM : <http://www.iedom.fr>

### Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2014 : une économie en sourdine

Selon la récente publication CEROM, en 2014, l'économie guadeloupéenne ne montre pas de réel signe de reprise mais se maintient par rapport à 2013 avec une croissance de 0,9 %, légèrement supérieure à celle de la France entière (+0,2 %). Dans un contexte où l'inflation est quasi nulle (+0,3 %), la consommation des ménages se redresse légèrement et augmente de 0,7 % en volume. En lien avec cette légère hausse de la consommation, les importations dédiées aux ménages (alimentation, vêtements et véhicules automobiles) augmentent de 2,2 %. En revanche, du côté des entreprises, la demande est faible. Les importations d'équipements mécaniques, de matériels électrique, électronique et informatique diminuent fortement et les importations de ciment chutent de 15 %. Le repli de la construction pèse négativement sur l'emploi de ce secteur et affecte l'investissement qui diminue de 7,0 % en volume. Autre composante de la croissance, la consommation des administrations publiques augmente de 1,3 % en volume, à cause notamment d'une hausse de la masse salariale. Ces comptes économiques rapides de la Guadeloupe sont établis dans le cadre du partenariat CEROM, entre l'Insee, l'IEDOM et l'AFD. La publication CEROM est disponible sur le site <http://www.cerom-outremer.fr>

### Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Évolutions monétaires à la Guadeloupe » relative au 2<sup>e</sup> trimestre 2015 ainsi que la note « Coût du crédit à la Guadeloupe et dans les autres DOM » relative au mois d'avril 2015. Ces notes sont téléchargeables librement sur le site : <http://www.iedom.fr>

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Plan logement Outre-mer : objectif de 10 000 logements par an dans les Outre-mer

Le 22 septembre 2015, la ministre des Outre-mer George Pau-Langevin participait au 76<sup>e</sup> Congrès de l'Union Sociale pour l'Habitat. Lors de ce congrès, George Pau-Langevin a rappelé l'objectif du Plan logement Outre-mer, lancé en mars 2015, relatif à la production de 10 000 logements sociaux par an, neufs ou réhabilités. La ministre des Outre-mer a également présenté ses priorités pour les prochains mois : améliorer la lisibilité des dispositifs d'aide au logement Outre-mer pour accélérer le montage et l'instruction des dossiers, conforter les moyens fiscaux et budgétaires dédiés au logement Outre-mer, et enfin accélérer la déclinaison régionale du Plan logement Outre-mer.

### Adoption définitive du projet de loi d'actualisation des Outre-mer

Le projet de loi d'actualisation du droit des Outre-mer a été adopté définitivement par le Sénat et l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> octobre 2015. Ce texte procède à une actualisation du cadre juridique dans lequel évoluent les territoires ultramarins. Selon le ministère des Outre-mer, le projet de loi programme entre autres la fin de l'itinérance téléphonique, c'est-à-dire la fin des surcoûts liés aux appels vocaux et aux messages entre les Outre-mer et l'hexagone. En matière d'aménagement du littoral aux Antilles, le projet de loi programme la fin des agences des cinquante pas géométriques.

## Baisse du prix des carburants au mois d'octobre 2015

Le décret n° 2013-1314 du 27 décembre 2013 prévoit que les prix des produits pétroliers et du gaz soient révisés chaque mois en fonction de l'évolution des cours et de la parité monétaire euro/dollar constatées lors du mois précédent. On constate en septembre 2015 une légère hausse de la moyenne des cotations du pétrole brut (Brent) de 0,4 %. La moyenne des cotations du gazole est également en légère hausse (+0,5 %) alors que celle du super sans plomb accuse une forte baisse (-12 %). Le prix du gaz est en hausse de 12 %. Ces tendances résultent du ralentissement de l'activité économique mondiale et plus particulièrement des pays émergents. Elles s'expliquent également par la chute de consommation d'essence aux États-Unis en septembre et par une hausse significative de la consommation de gazole en Europe. Enfin, le dollar s'est déprécié par rapport à l'euro, entraînant un léger effet positif sur la baisse des prix : le cours de l'euro face au dollar est passé en moyenne de 1,103 en août à 1,124 en septembre 2015.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2015, le prix de l'essence sans plomb baisse de 13 centimes par rapport au mois précédent et s'établit à 1,35 €/l. Le prix du gazole diminue pour sa part de 4 centimes et s'élève à 1,13 €/l. Source : <http://www.guadeloupe.pref.gouv.fr>

## Visite ministérielle en Guadeloupe

La ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin, était de passage en Guadeloupe du 22 au 25 octobre 2015. Lors de sa visite, George Pau-Langevin a procédé à l'inauguration de l'usine de production d'eau potable du Lamentin. Elle a également signé le « Pacte pour l'emploi » proposé par l'Union des Entreprises MEDEF Guadeloupe

## Signature du « Pacte pour l'emploi »

Lors de sa visite en Guadeloupe, Georges Pau-Langevin a signé le 23 octobre 2015 le « Pacte pour l'emploi » proposé par l'Union des Entreprises MEDEF Guadeloupe. Il lie l'État, la Région, le Département et l'Union des Entreprises MEDEF Guadeloupe. Il a pour objectif principal d'embaucher 700 jeunes de moins de 30 ans d'ici la fin de l'année 2017. Le pacte repose notamment sur la mise en place d'un guichet unique, ce dernier ayant pour fonction selon l'UDE MEDEF Guadeloupe, « de centraliser toutes les formalités administratives nécessaires pour la mobilisation des concours permettant la compensation intégrale des charges patronales et salariales jusqu'à 2,5 SMIC » et d'assister « à la mise en place du contrat de travail ».

# ACTUALITÉS RÉGIONALES

## Saint-Martin : mise en place du certificat de formation à la gestion associative

Le 5 octobre 2015, Initiative Saint-Martin Active et plusieurs de ses partenaires ont annoncé la mise en place du certificat de formation à la gestion associative (CFGa). La formation sera assurée par l'association pour la formation professionnelle Caraïbe (AFPC). Elle sera destinée aux dirigeants associatifs, bénévoles et salariés, qui auront la possibilité de valider des acquis et des compétences.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Gissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Août	2015	131,3 128,4	0,5 % 0,3 %	0,5 % 0,0 %	
<b>Demandeurs d'emploi</b> (Source : Deccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Août	2015	58 120	0,1 %	1,8 %	
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Août	2015	137,9 1 655,7	- -	-9,5 % -1,0 %	
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Août	2015	278	-13,4 %	-2,1 %	
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Août	2015	19 862 217	2,8 % -27,2 %	-2,1 % -55,7 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Gissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Août	2015	214 697	13,3 %	3,1 %	
<b>Trafic maritime</b> (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Août	2015	265 410 92 926	-4,4 % 10,6 %	8,7 % -1,9 %	
<b>Immatriculations</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Septembre	2015	1 200	28,5 %	-9,8 %	
<b>Consommation de ciment</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Septembre	2015	10 712	-	1,2 %	
			Cumul annuel		16 653 147 953	21,9 % -	3,6 % -0,7 %	

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

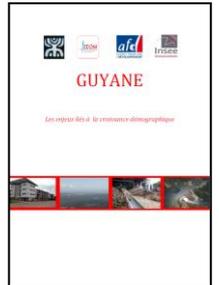
## Publication : « Comptes économiques rapides 2014 »

Publiés dans le cadre du partenariat Cerom (Iedom, Insee, AFD), les comptes économiques rapides dressent un bilan de la situation économique de la Guyane pour l'année 2014 notamment grâce à la communication de données relatives au Produit Intérieur Brut (PIB). En 2014, le PIB guyanais croît de 4,0 % en volume. Une croissance tirée par le dynamisme du commerce extérieur (+4,9 % en volume pour les exportations), une progression de l'investissement (+2,7 % en volume) et le maintien de la consommation des ménages (+1,9 %) et des administrations publiques (+1,7 %). La croissance est nettement supérieure à celle observée en France métropolitaine (+0,2 %) et aux Antilles (+0,9 % en Guadeloupe, +1,4 % en Martinique). Dans un contexte de faible inflation (+0,5 %), la consommation des ménages augmente mais sa progression reste légèrement inférieure à la croissance de la population (+2,2 %). Cette publication est accessible sur le site du partenariat CEROM : [www.cerom-outremer.fr/guyane/](http://www.cerom-outremer.fr/guyane/)



## Publication : « Les enjeux liés à la croissance démographique »

La dernière étude réalisée dans le cadre du partenariat CEROM, « Les enjeux de la croissance démographique » a été rendue publique en conférence de presse le 16 octobre et est désormais téléchargeable à partir du lien [www.cerom-outremer.fr/guyane/](http://www.cerom-outremer.fr/guyane/). Ce travail réalisé par les équipes de l'Iedom, de l'Insee et de l'AFD synthétise et complète les diverses productions déjà publiées sur ce sujet structurant de l'avenir du département. Après avoir rappelé les grandes tendances et les différents scénarios de l'évolution démographique de la Guyane, cette étude présente, pour chacun des principaux secteurs économiques et sociaux, les opportunités créées et les risques encourus. Le doublement de la population en 20 ans (442 000 habitants d'ici à 2030) entrainera une croissance des besoins en infrastructures de logement, d'éducation, de santé, d'énergie, d'eau, de traitement des déchets, de transports, de communication... Cette progression de la consommation et de l'investissement apportera des opportunités d'emplois pour absorber la croissance de la population active. L'augmentation du marché intérieur offrira des économies d'échelles et de nouvelles perspectives pour la création d'entreprises. Ces aspects favorables ne doivent pas dissimuler les nombreux défis qui se posent notamment en termes d'aménagement du territoire, de capacité de financement de ces investissements nécessaires et de formation de la population. La forte contrainte quantitative immédiate doit être conciliée avec les objectifs de développement équilibré de long terme sur le plan économique, social, environnemental, sociétal et culturel. C'est principalement le cas dans les politiques urbaines et énergétiques. Mais c'est aussi vrai dans les principales filières productives comme l'or, le bois, la pêche et le tourisme. La Guyane va donc beaucoup se transformer dans les prochaines années mais la nature de ces changements dépendra aussi des politiques publiques et des comportements des différents acteurs dans ce nouveau contexte.



## Publication : « Tableau de bord économique de la Guyane »

Publié dans le cadre du partenariat Cerom, le tableau de bord économique de la Guyane apporte une vision synthétique et rapide de l'évolution conjoncturelle du département au travers d'une sélection d'indicateurs macroéconomiques. Cette publication a été réformée et regroupe désormais près de 40 indicateurs économiques régionaux réunis autour de six grands thèmes : les principaux indicateurs macroéconomiques sont, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques. Le tableau de bord, également disponible en version anglaise et portugaise, est accessible chaque trimestre pour la Guyane comme pour l'ensemble des DOM sur le site du partenariat CEROM : [www.cerom-outremer.fr/guyane/](http://www.cerom-outremer.fr/guyane/).



## Publication : « Evolutions monétaires au 30 juin 2015 »

L'encours des crédits octroyés atteint 2 851,8 millions d'euros en juin 2015, en hausse de 3,7 % sur un an (soit +101,8 M€) et de 2,5 % (soit +69,2 M€) sur six mois. Cette dynamique s'explique notamment par la croissance des crédits d'investissement et à l'habitat accordés aux entreprises, qui s'inscrivent respectivement en hausse de 9,3 % et de 4,0 % en rythme annuel. L'encours sain des crédits aux ménages augmente pour sa part de 2,6 % (+22,4 M€) en rythme annuel et de 2,0 % sur les six premiers mois de l'année. L'encours des actifs financiers progresse sur un an (+2,6 %, soit +40,5 M€). L'augmentation est portée par les dépôts à vue des entreprises (+8,2 %, soit +29,1 M€) et par la bonne collecte des comptes d'épargne à régime spécial des ménages (+3,4 %, soit +11,0 M€). Les contrats d'assurance vie des ménages participent également à la bonne dynamique de la collecte avec une hausse de +6,1 %, soit +13,8 M€.



Cette publication de l'Iedom est disponible gratuitement sur le site [www.iedom.fr/Guyane](http://www.iedom.fr/Guyane).

# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

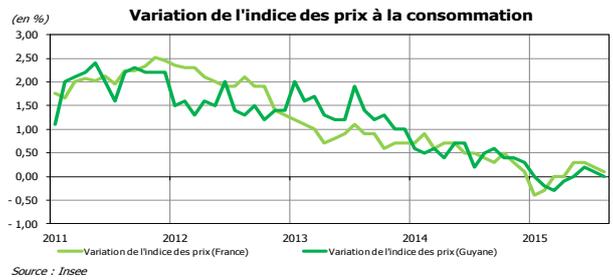
## Carburants

L'arrêté préfectoral établi, à compter du 1er octobre 2015, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,29 €/litre (-4 centimes) et à 1,51 €/litre pour l'essence (-14 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 18,92 € contre 18,64 € en août, soit une hausse de 28 centimes.



## Prix à la consommation

En août 2015, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont stables à +0,0 % (après +0,2 % pour le mois précédent). Ceci s'explique par la quasi stabilité des prix des services (+0,1 %) et des produits manufacturés (+0,1 %). Sur un an, l'inflation reste également stable (+0,0 %). Les prix des produits manufacturés et de l'énergie ont reculé (respectivement -1,3 % et -2,2 %) alors que ceux des services ont augmenté (+1,3 %). En glissement annuel, l'inflation en Guyane se situe à un niveau inférieur aux valeurs constatées en Guadeloupe (+0,5 %), en Martinique (+0,3 %) ainsi qu'en France hexagonale (+0,1 %) mais demeure supérieure à celles observées à la Réunion (-0,4 %).



## Entreprises

Un protocole d'accord a été signé le 29 septembre entre les services de l'État et les représentants du groupement Guyane Economique. Cet accord global a permis de répondre aux demandes des acteurs économiques afin d'améliorer et faciliter l'activité des entreprises en Guyane. Ce protocole d'accord porte sur une cinquantaine de points dont : le renforcement de la lutte contre le travail illégal ou dissimulé, la relance de la commande publique et l'ouverture des marchés publics aux plus petites structures, la lutte contre l'insécurité, la lutte contre l'orpaillage illégal et le développement du secteur minier, le nantissement des créances publiques, le développement des infrastructures et la rédaction d'un schéma départemental de la petite enfance et de la famille. Un groupe de travail définira avec Guyane Economique et l'ensemble des ministères concernés, un plan de développement global pour l'essor économique de la Guyane d'ici à fin avril 2016.

La ministre des Outre-mer, Georges Pau-Langevin, a présenté le 30 septembre 2015, dans le cadre du projet de loi de finances 2016, un nouveau dispositif sur les exonérations de charges sociales pour une enveloppe de 1,150 milliard d'euros. Ce dispositif tourne toujours autour de l'allègement des charges des entreprises mais également de quoi alimenter le carnet de commande des entreprises. Ainsi, en 2016, les exonérations de charges sociales se concentreront sur les entreprises de moins de onze salariés ainsi que sur les bas et moyens salaires (jusqu'à 2,5 Smic). Dans le même temps, le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) qui passera à 9 % contre 6 % dans l'hexagone, devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2016. Ces deux dispositifs devraient contribuer nettement à l'allègement des charges des entreprises.

## Spatial

Le 10 septembre 2015, le lanceur Soyouz, pour son douzième vol et le huitième de l'année, a lancé avec succès depuis le Centre spatial guyanais, (CSG) une charge comprenant deux satellites (1,4 tonne au total) de la constellation « GALILEO » dans le cadre du projet de mise en place d'un système de guidage par satellite entièrement européen. Les deux satellites ont été placés sur une orbite circulaire à 23 522 km d'altitude. Avec cette nouvelle mission concluante, la constellation GALILEO se compose pour l'instant de dix satellites et devrait à terme totaliser 30 satellites. Le prochain lancement pour la constellation Galileo est programmé pour décembre 2015.

Le 30 septembre 2015, Ariane 5, pour son 226<sup>ème</sup> lancement et cinquième de l'année, a mis en orbite avec succès, depuis le CSG, deux satellites de télécommunications. Le premier, Sky Muster (6,4 tonnes) fournira des services internet haut débit dans les zones rurales reculées d'Australie ainsi que pour ses îles côtières et ses territoires. Le deuxième, ARSAT-2 (3,0 tonnes) permettra à l'Argentine de disposer de son propre système de télécommunications spatiales (services de télévision directe, internet pour la réception sur les antennes VSAT, transmission de données et de téléphonie IP).

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes		Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	⇒ Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Août-15	128,3	[0,0%]	[0,0 %]	Insee	
		⇓ Prix administré du litre d'essence	Oct-15	1,51	[-8,5%]	[-12,7%]	Préfecture/Dieccte	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	⇓ Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Août-15	23 694	[1,6%]	[6,0%]	Pôle emploi	
		⇓ Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sept-15	19 538	[-1,2%]	[9,3%]	Caf	
INDICATEURS SECTORIELS	CONSUMMATION	⇓ Prestations nettes versées (1)	Sept-15	11,6 M€	[7,9%]	[22,5%]	Caf	
		⇓ Importations de biens de consommation (BC) (2)	Cumul	97,8 M€		[13,3%]		
	INVESTISSEMENT	⇓ Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Août-15	14,9 M€	-6,4%	9,6%	Douanes	
		⇓ Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Cumul	118,5 M€		1,7%		
INDICATEURS SECTORIELS	COMMERCE EXTERIEUR	⇓ Ventes de véhicules utilitaires	Sept-15	445	32,6%	15,6%	Somafi	
		⇓ Exportations (2)	Cumul	2 989		1,2%		
	SPATIAL	⇓ Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Août-15	35,5 M€	-10,6%	14,9%	Douanes	
		⇓ Exportations (2)	Cumul	257,0 M€		-7,9%		
INDICATEURS SECTORIELS	BTP	⇓ Cours de l'once d'or	Sept-15	102	9,9%	37,5%	Somafi	
		⇓ Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Cumul	708		-4,4%		
	INDUSTRIE	⇓ Exportations d'or en volume (2)	Août-15	10,9 M€	-31,0%	55,3%	Douanes	
		⇓ Exportations d'or en valeur (2)	Cumul	84,9 M€		-29,1%		
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	⇓ Cours de l'once d'or	Août-15	104,5 M€	-10,8%	6,4%	Douanes		
	⇓ Exportations de crevettes (2)	Cumul	808,0 M€		-18,0%			
INDICATEURS SECTORIELS	TOURISME	⇓ Exportations de poissons (2)	Juil-15	51 220	-2,2%	-1,5%	CCIRG	
		⇓ Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Cumul	260 799		3,5%		
	SPATIAL	⇓ Tirs effectués	Cumul à Sept-15	9 tirs (5 Ariane 5, 2 Soyouz, 2 Vega)			8 tirs à Sept-14	Arianespace
		⇓ Satellites lancés	Cumul à Sept-15	16 satellites			14 satellites et 1 ATV*	
BTP	⇓ Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Sept-15	7 035 tonnes	1,6%	-4,1%	Ciments guyanais		
	⇓ Exportations d'or en volume (2)	Cumul	53 823 tonnes		-15,8%			
INDUSTRIE	INDUSTRIE	⇓ Exportations d'or en valeur (2)	Août-15	79 kilos	-8,3%	-26,5%	Douanes	
		⇓ Cours de l'once d'or	Cumul	772 kilos		2,6%		
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	⇓ Exportations de crevettes (2)	Août-15	2,4 M€	0,6%	-16,7%	Douanes	
		⇓ Exportations de poissons (2)	Cumul	24,7 M€		6,3%		
TOURISME	⇓ Cours de l'once d'or	Sept-15	1 102,88 \$	[-1,3%]	[-11,1%]	London Bullion Market Assoc./AIFD		
	⇓ Exportations de crevettes (2)	Août-15	40 tonnes	77,6%	-24,8%	Douanes		
INDUSTRIE	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	⇓ Exportations de poissons (2)	Cumul	410 tonnes		47,2%		
		⇓ Exportations de poissons (2)	Août-15	122 tonnes	-64,7%	-42,0%	Douanes	
	TOURISME	⇓ Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Cumul	776 tonnes		6,4%		
		⇓ Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Juil-15	51 220	-2,2%	-1,5%	CCIRG	
		Cumul	260 799		3,5%			

[Données non CVS] \*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

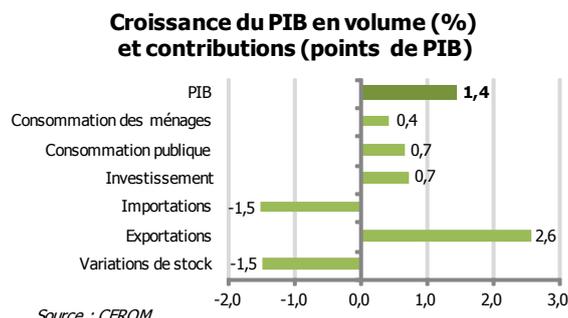
### Comptes économiques rapides de la Martinique 2014 : une croissance positive

Les comptes économiques rapides de la Martinique sont estimés chaque année dans le cadre du partenariat CEROM qui réunit l'INSEE, l'IEDOM et l'AFD. Après un repli de 0,9 % en 2013, le PIB martiniquais enregistre en 2014 une augmentation de 1,4 % en volume (+2,1 % en valeur), tirée essentiellement par le commerce extérieur et dans une moindre mesure par la consommation et l'investissement.

Dans le détail, l'augmentation exceptionnelle en volume de 27,1 % des exportations contribue significativement à la croissance du PIB. Le redémarrage de l'activité de la Société Anonyme de Raffinage des Antilles (SARA) – après l'arrêt technique usuel de « régénération » en 2013 – entraînant une hausse la production et l'exportation de produits pétroliers raffinés (PPR), y a largement participé. Toutefois, les exportations hors PPR ont également évolué positivement, notamment dans la filière de la banane (190 000 tonnes exportées).

Dans un contexte d'inflation modérée (+0,7 %), la consommation des ménages s'est elle aussi redressée en 2014 (+0,6 % en volume). L'investissement, privé en particulier, progresse par ailleurs de 4,5 % en volume. De fait, l'orientation favorable de la demande intérieure se traduit ainsi par une hausse des importations, des produits de consommation non alimentaires d'une part et des biens d'équipement d'autre part.

La publication est disponible sur le [site du CEROM](#).



### Encours de crédits : orientation positive au deuxième trimestre 2015

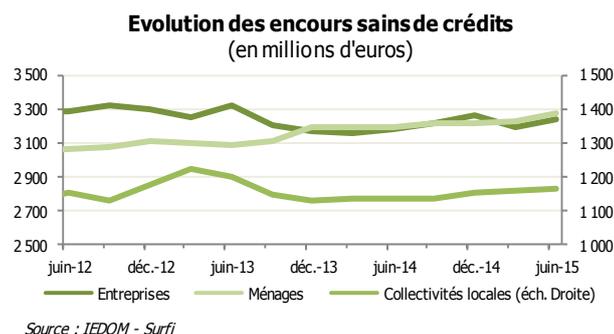
Au premier semestre 2015, l'encours sain des crédits s'élève à 8,2 milliards d'euros, en légère hausse de 0,3 % par rapport au semestre précédent. Cette progression est essentiellement liée à un deuxième trimestre plus favorable que le premier (+1,0 % au T2 contre -0,3 % au T1), tant pour les entreprises (+1,2 % contre -2,1 %) que pour les ménages (+1,5 % contre +0,3 %). Pour les collectivités locales, la hausse est similaire sur les deux trimestres (+0,6 %).

De façon plus détaillée, les crédits d'exploitation aux entreprises comme les crédits d'investissement se redressent au deuxième trimestre (+2,9 % et +2,6 % respectivement) après avoir reculé précédemment, alors que la contraction des crédits immobiliers s'accroît (-1,8 %).

Les crédits à la consommation des ménages évoluent également positivement (+1,5 %) pour le cinquième trimestre consécutif. De plus, à fin juin, l'encours sain des crédits à l'habitat atteignait 2,4 milliards d'euros, le plus haut niveau enregistré depuis 1998.

Le taux de créances douteuses (6,8 %), en baisse de 0,1 point par rapport au premier trimestre, demeure à un niveau élevé depuis deux ans.

La publication [Evolutions monétaires](#) est disponible sur le site de l'agence IEDOM de Fort-de-France.



### Observatoire des tarifs bancaires : publication du rapport d'activité 2014-2015

Le rapport d'activité 2014-2015 de l'Observatoire des tarifs bancaires pour l'outre-mer a récemment été mis en ligne sur le site de l'IEDOM. Cette année d'observation (avril 2014 à avril 2015) est caractérisée par une orientation à la baisse de la majorité des tarifs bancaires dans toutes les géographies de la zone IEDOM. Pour la plupart des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs demeurent par ailleurs moins élevés en moyenne dans les DOM qu'en métropole. En Martinique, parmi les 33 services retenus pour l'analyse du rapport, 14 affichent une tarification moyenne en baisse entre avril 2014 et avril 2015, notamment sur les frais de tenue de compte (-9,4 %) comme le préconisait le rapport Constans de juillet 2014, favorable à la convergence des tarifs en outre-mer et en métropole.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Signature du plan État-Martinique 2015 - 2020

Le 15 octobre 2015, le Premier Ministre, Manuel Valls, la Présidente du Conseil Général de la Martinique, Josette Manin, et le Président du Conseil Régional, Serge Letchimy, ont signé, à l'hôtel Matignon, le Contrat de Plan État-Région-Département (CPERD). Par ce document, l'État, la Région et le Département s'engagent jusqu'en 2020 sur la programmation et le financement de projets stratégiques pour la Martinique. Ce plan représente un levier d'investissement de 479 millions d'euros, dont 223 millions mobilisés par l'État. Il sera, entre autres, dédié à la mise aux normes parasismiques des établissements scolaires et à leur protection contre les risques d'inondation, à la modernisation du port de commerce de Fort-de-France, ou encore à la mise en place du projet Cyclotron d'imagerie médicale. Il s'agit du dernier protocole signé par les deux collectivités locales avant leur fusion dans le cadre le Collectivité Territoriale Unique de Martinique au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## Visite de la Ministre de l'Outre-mer

George Pau-Langevin, Ministre de l'Outre-mer, était en déplacement en Martinique les 21 et 22 octobre 2015. La visite ministérielle a débuté par la pose symbolique de la première pierre d'un chantier de 70 logements sociaux à Fort-de-France – un projet soutenu financièrement par l'Etat à hauteur de 43 %. La Ministre est ensuite allée à la rencontre des personnes qui travaillent au ramassage des algues sargasses sur des sites régulièrement touchés. Elle a annoncé son entretien, prochainement, avec la Fédération des Sociétés d'Assurances, pour discuter de la mise en place éventuelle de clauses d'assurance liées aux dommages potentiellement causés par les algues. Mme Pau-Langevin a ensuite pu échanger avec un représentant de la Fédération des Très Petites Entreprises (FTPE) sur les charges qui pèsent sur les entreprises et les freins à l'embauche. Elle a ainsi eu l'occasion de faire la promotion du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Enfin, la Ministre a conclu sa visite avec l'installation du comité de suivi du Plan Jeunesses Outre-mer lancé en septembre 2015.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Exportations : Haïti retrouve la banane

Un demi-siècle après ses dernières expéditions de bananes, Haïti compte de nouveau parmi les exportateurs de bananes grâce à la compagnie Agritrans, située dans la première zone franche agricole du pays. Le 8 septembre dernier, Agritrans s'est ainsi lancée sur le marché européen avec une première cargaison de 100 tonnes de bananes à destination de l'Allemagne. Selon l'accord signé entre la compagnie haïtienne et la société allemande destinataire, Port International GMBH, les expéditions vers l'Europe devraient atteindre 160 000 tonnes par an à l'horizon 2017. A titre de comparaison, en 2014, le total des bananes exportées par la Martinique représentait 190 000 tonnes.

Haïti est donc un concurrent de plus parmi les producteurs de bananes des pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique), qui bénéficient d'un régime d'exemption de droits de douane vers l'Union Européenne. Toutefois, les exportations de bananes martiniquaises restent bien orientées à l'heure actuelle. Au deuxième trimestre 2015, ces dernières ont augmenté de 26,5 % par rapport au précédent trimestre et de 12,4 % en glissement annuel. Elles ne semblent, d'ailleurs, pas menacées par la concurrence haïtienne. Jugée de qualité « premium » selon les normes européennes et produite de façon biologique, la banane d'Haïti ne cible pas les mêmes marchés que la production antillaise, elle-même mise en avant auprès des consommateurs métropolitains par un bandeau adhésif tricolore. Loin d'entrer en concurrence, l'UGPBAN, l'Union des Groupements de Producteurs de Bananes de Guadeloupe et Martinique a d'ailleurs apporté son soutien technique à Agritrans dans la mise en œuvre de ce projet (assistance mise en place par ratification d'un protocole d'accord le 12 mai 2015, à l'occasion de la visite de François Hollande en Haïti).

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- août 2015	131,9	+0,1 %	+0,3 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- août 2015	45 727	+1,9 %	-0,8 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- juillet 2015	22 521	+0,3 %	+2,0 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés <i>Données non consolidées</i>	- juin 2015	42 075	-2,7 %	-1,1 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- août 2015	229,3	+7,6 %	-2,2 %
	Hors produits pétroliers	- août 2015	164,6	-12,3 %	+10,6%
	Exportations (millions d'euros)	- août 2015	41,4	+0,3%	-5,4 %
	Hors produits pétroliers	- août 2015	14,6	-18,6 %	-7,8 %
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- août 2015	18,0 %		-0,6 pt
	Hors produits pétroliers	- août 2015	8,8%		-1,8pt
<b>Indicateurs de vulnérabilité</b> (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- août 2015 - cumul annuel	50,9 374,2	+5,5 %	-2,1 % -0,2 %
	Personnes physiques en interdiction bancaire	- juillet 2015	15 336	-0,3 %	-7,4 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- juillet 2015	2 413	0,0 %	-3,6 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2015	84 575	-51,6 %	+1,0 %
		- cumul annuel	1 251 539		-1,1 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- septembre 2015	0	nd	nd
		- cumul annuel	192 919		+40,1 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2015	14 851	+5,8 %	-13,6 %
		- cumul annuel	136 265		-1,7 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- septembre 2015	987	+39,0 %	-4,4%
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- septembre 2015	169	+24,3 %	+14,2%
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		9 191		+8,6 %

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### L'activité bancaire confirme son redémarrage au premier semestre 2015

L'activité de financement continue d'être bien orientée à fin juin 2015, avec une hausse de 2,1 % des crédits à l'économie sur un an. Elle bénéficie notamment d'une sensible croissance des encours de crédits consentis aux entreprises (+4,6 %), notamment des crédits d'investissement (+4,8 %) et des crédits immobiliers (+6,2 %). La hausse de ces derniers est portée essentiellement par le financement de l'habitat social par un établissement de crédit de la place. Parallèlement, les concours consentis aux ménages progressent plus lentement, en hausse de 2,2 %. L'encours des financements à l'habitat s'accroît de 2,7 % sur un an, alors que les crédits à la consommation se stabilisent.

Concours bancaires (en milliard d'euros)



Source : IEDOM, Surf

Les placements des agents économiques sont également bien orientés. L'encours total des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais augmente de 4,1 % sur un an, après +3,3 % fin 2014. Cette croissance provient d'une préférence marquée des agents économiques pour une plus grande liquidité de leurs avoirs, assez logique dans un contexte de taux de rémunération particulièrement bas. La hausse enregistrée se concentre essentiellement sur les comptes de dépôt à vue (+12,0 %), notamment de la part des sociétés non financières (+24,7 %). L'épargne à long terme progresse également de 4,2 %.

Collecte d'épargne (en milliard d'euros)



Source : IEDOM, Surf

Les Infos financières « Évolutions monétaires au 30 juin 2015 » sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

### Une sinistralité des crédits en baisse à fin juin 2015

Les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit installés localement diminuent de 8,5 % sur les douze derniers mois, en lien avec la cession à un cabinet de recouvrement de créances d'une partie de son portefeuille de douteux par un des principaux établissements de la place. Le taux de créances douteuses de la place passe ainsi de 5,6 % des encours bruts en juin 2014 à 5,0 % en juin 2015.

### Des évolutions contrastées des taux moyens des crédits aux entreprises en avril 2015

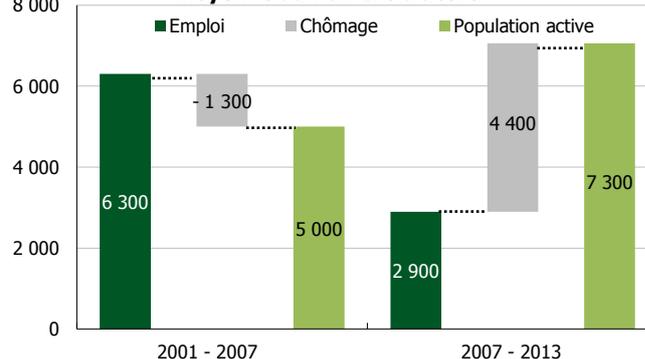
Entre janvier et avril 2015, les taux moyens des crédits octroyés aux entreprises réunionnaises continuent d'enregistrer des évolutions contrastées. Les conditions débitrices des banques se sont inscrites en baisse sur le trimestre pour les crédits à moyen et long termes et les autres crédits à court terme. Inversement, les coûts de l'escompte ainsi que des découverts s'inscrivent en hausse.

L'Info Financière « Coût du crédit aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

### Emploi et chômage : le « paradoxe » réunionnais

Le marché du travail réunionnais présente un paradoxe : la croissance de l'emploi est plus dynamique qu'ailleurs mais le chômage y est aussi plus élevé. Entre 2001 et 2007, la vigueur de l'économie a généré 6 300 emplois par an, principalement dans les secteurs marchands. Mais depuis 2008, avec le retournement de conjoncture, le rythme de création d'emplois est plus faible et ne permet plus de faire reculer le chômage. Entre 2007 et 2013, 7 300 actifs supplémentaires se présentent en moyenne chaque année sur le marché du travail, soit beaucoup plus que sur la période précédente. La hausse du taux d'activité des Réunionnais, en particulier celui des femmes, est le principal déterminant de cette augmentation, davantage que la pression démographique liée au renouvellement des générations et aux migrations. Par ailleurs, la croissance de la demande d'emplois provient avant tout des seniors réunionnais.

Décomposition de l'évolution annuelle moyenne du nombre d'actifs



Source : Cerom

L'étude est disponible sur le [site CEROM](#).

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	<i>Septembre 2015</i>	129,1	-1,0 %	0,0 %
	IPC France entière		128,4	+0,4 %	0,0 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	<i>Sept. 2015</i>	26 939	+10,0 %	+13,3 %
	Cumul (milliers d'euros)		224 332	-	+2,7 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros)	<i>juillet 2015</i>	381,1	-8,3 %	-0,5 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul juillet</i>	2 627,7	-	-0,9 %
	Exportations (millions d'euros)	<i>juillet 2015</i>	21,2	0,0 %	+60,0 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul juillet</i>	153,2	-	+0,3 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	<i>Août 2015</i>	136 790	+0,1 %	+1,3 %

## LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Août 2015</i>	221 236	-1,0 %	+3,9 %
	Cumul	<i>Cumul août</i>	1 406 269	-	+3,6 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	<i>2<sup>e</sup> trimestre 2015</i>	231 000	+1,2 %	+12,2 %
	Cumul	<i>Cumul juin</i>	459 300	-	+7,6 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>juillet 2015</i>	12 515	-	-7,0 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>juillet 2015</i>	197,9	-	+10,3 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Août 2015</i>	16 493	+0,5 %	+3,1 %

## Hausse de l'emploi dans le secteur privé au deuxième trimestre 2015

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), l'emploi dans le secteur privé progresse de 0,8 % (CVS) au deuxième trimestre 2015 par rapport au premier trimestre, contre +0,1 % au niveau national. La masse salariale dans l'île augmente de 1,9 % (+ 0,3 % en France entière). Sur un an, la croissance des effectifs salariés reste soutenue : +3,3 %, après +2,6 % le trimestre passé.

## Des prix des matériaux de construction supérieurs à La Réunion

Selon une étude réalisée par le cabinet Elan OI pour le compte de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR), le coût de la construction représente en moyenne 63 % du coût d'une opération, le foncier 24 % et les honoraires 12 %. Les matériaux concentrent 20 % du coût de la construction. L'analyse des prix de 12 produits et matériaux (représentant 75 % de la valeur totale importée) montre un écart de 39 % en moyenne avec la France métropolitaine (nul pour l'un des 12 produits sélectionnés et de 250 % pour un autre). Ce coût supérieur à La Réunion s'explique par la forte proportion de matériaux importés et de la situation de monopole ou quasi-monopole de fournisseurs sur certains produits. Par ailleurs, l'étude montre que les marges oscillent entre 20 et 65 % selon le produit.

Les résultats de l'étude sont disponibles sur le [site de l'OPMR](#).

## Hausse de la fréquentation touristique au premier semestre 2015

La Réunion a accueilli 197 400 touristes extérieurs au premier semestre 2015, soit une hausse de 5,3 % sur un an. La progression de la fréquentation est portée par les touristes européens (+17,1 %) et de l'océan Indien (+25,2 %), tandis que les touristes en provenance de France métropolitaine progressent plus modérément (+1,9 %). Les touristes d'agrément et les touristes d'affaires sont plus nombreux (respectivement +5,4 % et +23,0 %). Les dépenses réalisées au cours du séjour augmentent moins vite (+4,4 %) que celle de la fréquentation, car la dépense moyenne par ménage baisse de 4,2 %.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

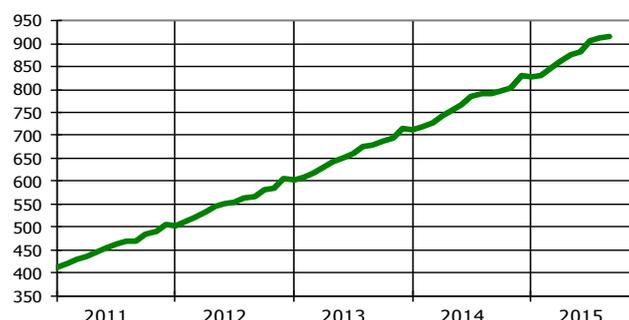
### Les émissions nettes de billets

En septembre 2015, les émissions nettes de billets ont augmenté de 2,9 millions d'euros, après une hausse de 7,2 millions le mois précédent, et s'établissent à 916,0 millions d'euros.

Le nombre de billets émis en août (16,7 millions) est constitué à 70,4 % par la coupure de 50 € (qui représente 64,2 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en valeur qu'en nombre, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc appréciée de 31 centimes pour s'établir à 54,88 € au 30 septembre 2015.

### Émissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

### Tendances conjoncturelles du deuxième trimestre 2015 : un climat des affaires stable mais attentiste

L'IEDOM Mayotte a publié les tendances conjoncturelles pour le deuxième trimestre 2015. L'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente légèrement de 0,6 point mais demeure en dessous de sa moyenne de longue période (-1,2 point). Comme espéré par les chefs d'entreprise, les réalisations du deuxième trimestre ont été meilleures que celles du premier trimestre et contribuent positivement à l'ICA (+2,7 points). L'amélioration n'est cependant pas significative et la situation demeure fragile. À l'instar de la conjoncture économique observée tout au long de l'année 2014, le début de l'année 2015 se caractérise par un manque de confiance qui perdure. Ainsi, les perspectives attendues par les entreprises pour le troisième trimestre, qui sont négatives et limitent l'évolution de l'ICA (contribution de -2,1 points), laissent présager un nouveau repli du climat des affaires à venir.

[Les tendances conjoncturelles du deuxième trimestre 2015 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.](#)

### Indicateur du climat des affaires à Mayotte (100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

### Une activité bancaire dynamique au premier semestre 2015

L'IEDOM Mayotte a également publié les évolutions monétaires au 30 juin 2015. Dans une conjoncture économique marquée par un ICA en dessous de sa moyenne de longue période depuis le début de l'année, l'activité bancaire reste pour sa part bien orientée au premier semestre 2015. Par ailleurs, quoique structurellement déficitaire sur la place de Mayotte, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'améliore pour atteindre 86,9 % contre 83,2 % fin 2014 (+3,7 points sur le semestre).

Tiré par la croissance des crédits accordés aux ménages et des crédits d'investissement des entreprises, l'encours sain de crédits alloués à l'économie augmente de 6,7 % sur un an (contre +2,4 % un an auparavant), s'établissant ainsi à 889,5 millions d'euros au 30 juin 2015.

L'épargne collectée croît de 17,6 % sur un an (soit +74,5 millions d'euros) après une timide hausse de 1,2 % sur la période précédente. La forte croissance des dépôts à vue (+20,7 %) et des placements liquides ou à court terme (+17,6 %) s'accompagne d'une évolution plus modérée de l'épargne à long terme (+8,3 %). En glissement semestriel, l'encours augmente de 6,8 % pour atteindre 498,2 millions d'euros au 30 juin 2015.

[Les évolutions monétaires au 30 juin 2015 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.](#)

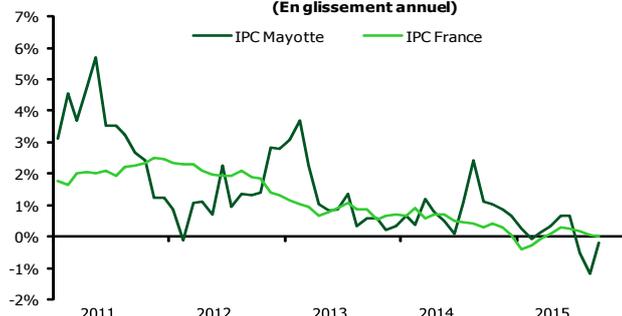
## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Légère augmentation des prix en septembre

Après une stabilité en août, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente légèrement en septembre (+0,1 %). La hausse des prix des produits alimentaires (+2,0 %) et des produits manufacturés (+1,0 %) est quasiment compensée par la baisse de ceux de l'énergie (-2,0 %) et des services (-1,6 %).

En revanche, sur un an, l'IPC poursuit sa diminution (-0,2 %), après celle enregistrée en août (-1,2 %). Ce léger repli est porté par le recul des prix de l'énergie (-5,7 %) et des produits manufacturés (-3,4 %), tandis que les prix des services (+2,9 %) et de l'alimentation (+0,7 %) progressent.

### Indice des prix à la consommation (En glissement annuel)



Base 100 : année 2006  
Source : INSEE

## Séminaire sur les fonds européens

Face à la relative méconnaissance des programmes et fonds européens par les acteurs socio-économiques de l'île, le Conseil Départemental a organisé un séminaire au mois de septembre, dont le principal objectif était de présenter les divers dispositifs et les démarches qui permettent de bénéficier des subventions européennes. Le séminaire s'est tenu sur 4 jours et a permis de présenter les programmes LIFE (environnement, biodiversité, climat, développement durable), COSME (Soutien à la compétitivité des PME), ERASMUS+ (éducation, formation, jeunesse et sport) et FAMI (migration légale et clandestine, asile).

## 4<sup>e</sup> édition du salon du tourisme et des loisirs

La 4<sup>e</sup> édition du salon du tourisme et des loisirs de Mayotte s'est tenue les 11 et 12 septembre 2015. La manifestation, placée cette année sous la thématique du « Tourisme vert », aura permis à 102 professionnels de divers univers de présenter leurs offres. Plus de 22 000 visiteurs se sont déplacés durant les deux jours, contre un peu plus de 10 000 l'année précédente. Le salon qui, pour la première fois, a ouvert de nuit, a également enregistré la participation d'une délégation des représentants des îles vanilles. Une occasion pour le comité du tourisme de Mayotte de leur faire découvrir l'île et d'organiser des réunions officielles en vue du développement d'un tourisme régional.

## La contestation sociale s'étend au secteur privé

Mayotte a connu un climat social agité ces derniers mois. Les mouvements sociaux ont concerné différents secteurs d'activité comme le BTP, la téléphonie, la concession automobile ou encore la distribution. Après les revendications émanant du secteur public, liées principalement à des problématiques d'équité et d'égalité, la contestation sociale s'étend désormais au secteur privé autour des mêmes questions.

# PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		sept-15	118,1	0,1%	-0,2%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		juin-15	11 185	-0,4%	41,2%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-15	48 184	30,0%	12,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-15	233 810	-	0,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-15	752	29,4%	22,7%
		cumulées	juin-15	3 972	-	30,9%
	Taux de couverture	mensuel	juin-15	1,56%	-0,01 pt	0,13 pt
		cumulé	juin-15	1,70%	-0,04 pt	0,40 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	juin-15	343	-20,6%	-12,3%
		cumulés	juin-15	2 430	-	-1,3%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	juin-15	23 818	-3,5%	-0,2%
		cumulés	juin-15	132 480	-	2,1%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	juin-15	43,5	47,0%	73,2%
	cumulés	juin-15	176,1	-	15,7%	
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	juin-15	11 396	24,0%	-20,5%
		cumulées	juin-15	38 314	-	-7,7%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		juin-15	41 185	0,1%	2,7%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée	juin-15	142 700	-	3,3%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	juin-15	10 395	-2,0%	5,2%
		cumulée	juin-15	63 592	-	6,5%
<b>Automobile</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	juin-15	230	59,7%	16,8%
		cumulées	juin-15	1 241	-	7,0%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	juin-15	532	41,9%	-21,3%
		cumulées	juin-15	2 882	-	-29,7%
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	juin-15	1,9	7,1%	-4,5%
		cumulées	juin-15	9,6	-	117,3%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-15	18,6	5,6%	-12,9%
	cumulées	juin-15	95,1	-	99,8%	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publications récentes de l'IEDOM



✓ L'IEDOM a publié le panorama de l'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon. Cette publication s'intéresse aux évolutions structurelles de l'économie de l'archipel.

✓ Par ailleurs, l'Institut d'Émission publie ses « Tendances conjoncturelles ». L'amélioration observée de l'économie de l'archipel au premier trimestre se vérifie et se renforce au deuxième trimestre.

Retrouvez l'intégralité des publications de l'IEDOM sur le site : <http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/>

Vous pouvez également vous abonner (gratuitement) aux publications dans la rubrique : Abonnement aux publications (<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/abonnement-aux-publications-188/>).

## Prise de fonction du nouveau Directeur général des Instituts

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015, Hervé GONSARD a pris la tête des Instituts, il succède à Nicolas de SEZE. Hervé GONSARD était jusqu'à présent Directeur de cabinet du Gouverneur de la Banque de France.

## Démarrage des travaux de construction de la nouvelle agence IEDOM

Après une longue phase de gestation avec plusieurs appels d'offres, le chantier de la nouvelle agence IEDOM a débuté mardi 22 septembre. Plusieurs entreprises locales du bâtiment seront impliquées dans la construction tout au long des travaux.

## Exposition/Conférence sur le changement climatique

Dans le cadre de la COP21 que s'apprête à accueillir la France en décembre, l'Agence française de développement (AFD) - représentée à Saint-Pierre-et-Miquelon par l'IEDOM - a inauguré le 1<sup>er</sup> octobre dernier sous la présidence de Madame Annick GIRARDIN, secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, l'exposition photographique « 60 SOLUTIONS face au changement climatique », en partenariat avec la Fondation GoodPlanet. Basée sur 21 clichés de Yann Arthus-Bertrand, l'exposition, qui se tient jusqu'au 16 octobre à l'aéroport, présente en images des solutions innovantes et efficaces associant lutte contre le dérèglement climatique et développement économique.

# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

## Le gouvernement autorise la prospection d'hydrocarbures sur l'archipel

Le gouvernement a autorisé par un arrêté en date du 27 juillet 2015 des prospections préalables d'hydrocarbures liquides ou gazeux au large de Saint-Pierre-et-Miquelon. Cette autorisation couvre une superficie de 5 809 kilomètres carrés environ et sera valable pour une durée de deux ans. Le plateau continental, réserve potentielle d'hydrocarbure, est convoité à la fois par le Canada et la France et fait l'objet de discussions entre les deux pays. Selon l'arrêté, la zone d'autorisation resterait dans les limites des zones économiques exclusives entre Saint-Pierre-et-Miquelon et le Canada définies par le Tribunal arbitral en 1992.

## Officialisation du changement d'actionnaire principal à la BDSPM

Le groupe BPCE a annoncé vendredi 18 septembre la cession de l'intégralité des participations de BPCE International et Outre-Mer (BPCE IOM) au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC). Initiée en octobre 2014, cette opération permet de recentrer la présence du groupe en Outre-mer zone euro autour de ses deux grands réseaux, les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires.

## Lancement d'un plan d'aide à l'emploi pour les jeunes

La Ministre de l'Outre-mer, Georges Pau-Langevin, a annoncé un plan pour les jeunes des outre-mer destiné à lutter contre le décrochage scolaire et à améliorer le passage de la formation à l'emploi. L'objectif est de faciliter l'emploi des jeunes dans les territoires d'outre-mer, qu'ils aient été formés sur place ou dans l'Hexagone. Ce plan, qui va s'appuyer sur des dispositifs déjà existants, représente un montant annuel de 300 millions d'euros et concernerait 1 200 000 jeunes.

## Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC)

Lancé en métropole en 1989, le fonds, qui a pour vocation de soutenir le commerce de proximité, s'ouvre désormais aux commerçants de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les aides financières prennent la forme de subventions, après sélection des dossiers de demande de subvention à la suite d'appels à projets. À Saint-Pierre, commune de plus de 3000 habitants, seules sont éligibles au financement les

opérations collectives d'entreprises commerciales, artisanales et de services. À Miquelon, les opérations individuelles seront éligibles. La CACIMA sera chargée de sa mise en œuvre.

## Nouvelle desserte maritime en fret

L'avis d'appel public à la concurrence pour la délégation de service public pour la desserte maritime en fret de l'archipel a été publié vendredi 16 octobre. La délégation de service public se compose de deux lots : la liaison entre le Canada et Saint-Pierre et la liaison entre Saint-Pierre et Miquelon. La mise en place de la nouvelle délégation interviendra au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Le PIB canadien recule pour le 2<sup>e</sup> trimestre d'affilée

Selon la définition étroite qui consiste à définir une récession par deux trimestres consécutifs du recul du PIB, le Canada a effectivement traversé une récession au cours de la première moitié de 2015.

Cependant, la diminution du PIB a été faible et les autres indicateurs économiques n'affichent pas de baisses marquées comme c'est le cas généralement au cours d'une récession. Au contraire, les plus récentes données économiques portent à croire que l'économie a déjà commencé à reprendre de la vigueur.

(Source : Banque de Développement du Canada)

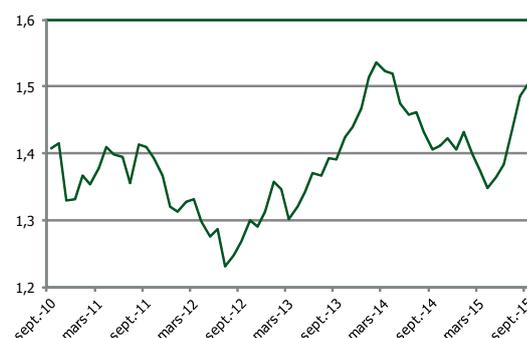
### Forte appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien

Le taux de change CAN/EUR évolue très sensiblement en faveur de la monnaie unique ce trimestre (+8,64 %). Cette évolution est confirmée en glissement annuel (+6,94 %). Plus précisément, après avoir connu un début d'année difficile, le taux de change s'est fortement accru entre le deuxième et le troisième trimestre 2015 (+11,53 %).

Il s'établit ainsi à 1,5034 CAN/EUR au 30 septembre 2015 contre 1,3839 CAN/EUR au 30 juin.

La très forte baisse du cours du baril de pétrole brut au 3<sup>e</sup> trimestre explique l'appréciation relative de l'euro par rapport au dollar canadien (le cours passant de 63,22 USD au 30 juin à 48,53 USD au 30 septembre).

Taux de change du dollar canadien pour un euro



Source: banque-France.fr

## PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
<b>Prix</b> (Source : Préfecture)	Indice des prix à la consommation Base 100 en 1998	juin-15	-	+0,5%	+2,2%
<b>Emploi</b> (Source : DCSTEP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégories A et B)	juin-15	284	-21,1%	+26,2%
	Nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories)	juin-15	417	-14,0%	+13,3%
<b>RSA</b> (Source : CPS)	Nombre de bénéficiaires	fin aout-15	40	-2,4%	+5,3%
	Nombre de personnes à charge	fin aout-15	69	0,0%	-2,8%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros)	juin-15	22 496	+11,7%	+19,7%
	Exportations (milliers d'euros)	juin-15	304	+1116,0%	-52,1%
	Déficit commercial (milliers d'euros)	juin-15	-22 192	+10,3%	+22,2%

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
<b>Pêche Artisanale</b> (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes)	juin-15	374	+59,8%	+8,4%
<b>Pêche Industrielle</b> (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes)	juin-15	121	-85,0%	+5,2%
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs)	juin-15	9 304	+8,2%	-1,2%
	Mouvements d'avions	juin-15	769	+17,9%	+8,9%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	juin-15	53	0,0%	+8,2%

**Taux directeurs de la Banque centrale européenne**

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,20%	10/09/2014

**Taux d'intérêt légal 2ème semestre 2015 - JORF du 24/06/2015**

<b>Créances de personnes physiques</b> (Hors besoins professionnels) :	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	4,29%	0,75%	0,75%	1,25%	2,00%
<b>Autres cas :</b>	0,99%	* hors prime d'Etat			

**Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/15)**

**Taux d'interet fin de mois - EONIA**

Juin	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,0600%	-0,1020%	-0,1100%	-0,1220%	-0,1130%	-0,0400%	0,0290%	0,1420%

**Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)**

Juin	Juillet	Août	Septembre	Jun	Juillet	Août	Septembre
1,23%	1,15%	1,02%	1,04%	1,43%	1,35%	1,22%	1,24%

**Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR**

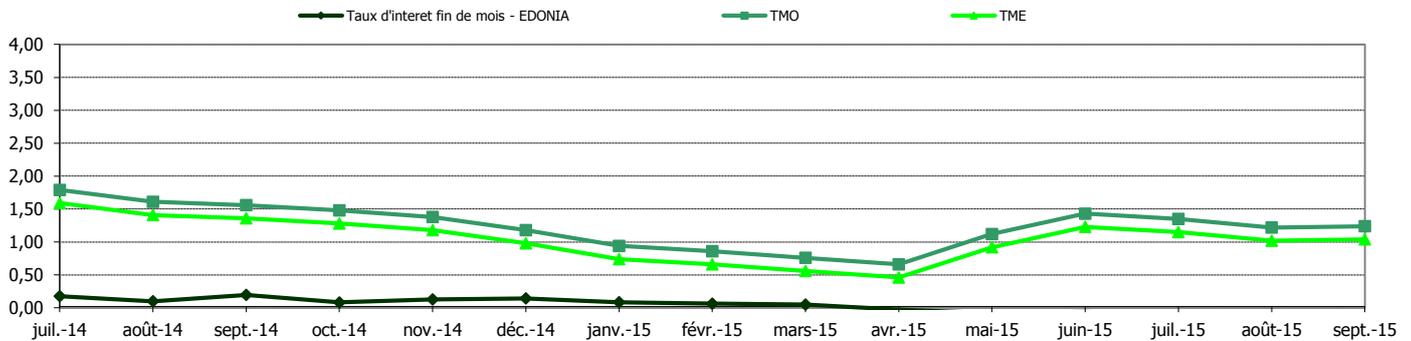
Jun	Juillet	Août	Septembre
1,43%	1,35%	1,22%	1,24%

**Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> octobre 2015)**

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,36%
Prêts à taux variable	3,63%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,81%
Prêts-relais	4,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,97%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,51%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,45%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,84%	Découverts en compte	13,36%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

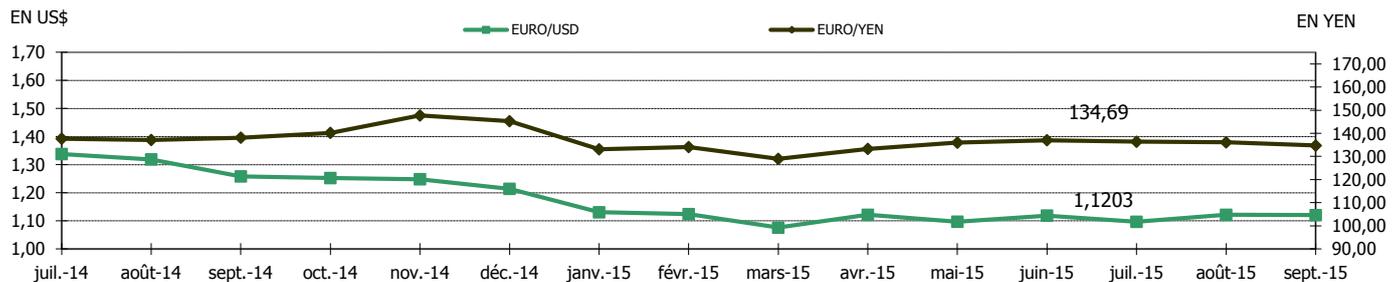
**Taux des marchés monétaires et obligataires**



**Taux de change (dernier cours fin de mois)**

<b>EURO/USD (Etats-Unis)</b>	1,1203	<b>EURO/ZAR (Afrique du sud)</b>	15,4984	<b>EURO/SRD (Surinam)</b>	3,6884
<b>EURO/JPY (Japon)</b>	134,6900	<b>EURO/BWP (Botswana)</b>	11,7962	<b>EURO/ANG (Ant. Néerl.)</b>	2,0007
<b>EURO/CAD (Canada)</b>	1,5034	<b>EURO/SCR (Seychelles)</b>	14,5869	<b>EURO/DOP (Rép. Dom.)</b>	50,5817
<b>EURO/GBP (Grande-Bretagne)</b>	0,7385	<b>EURO/MUR (Maurice)</b>	39,5891	<b>EURO/BBD (La Barbade)</b>	2,2355
<b>EURO/SGD (Singapour)</b>	1,5921	<b>EURO/BRL (Brésil)</b>	4,4808	<b>EURO/TTD (Trinité et Tobago)</b>	7,0855
<b>EURO/HKD (Hong-Kong)</b>	8,6824	<b>EURO/VEF (Vénézuéla)</b>	7,0327	<b>EURO/XPF (COM Pacifique)</b>	119,33170
<b>EURO/MGA (Madagascar)</b>	3593,2944	<b>EURO/XCD (Dominique)</b>	3,0178	<b>EURO/FC (Comores)</b>	491,96775

**Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)**



**Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro**

<b>1 EURO =</b>	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : H. GONSARD

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé en octobre 2015 - Dépôt légal : octobre 2015 - ISSN 2427-9781 (en ligne)